

## Côte d'Ivoire

En 2011, la Côte d'Ivoire a fait des progrès modérés sur la voie de l'élimination des pires formes de travail des enfants. La première moitié de la période concernée par le présent rapport a été marquée par une violente crise politique. On a rapporté que des enfants auraient été utilisés par les forces armées de part et d'autre du conflit, notamment comme guides, cuisiniers et gardiens ; certains d'entre eux auraient également porté des armes. Au cours et au lendemain de cette crise, les services publics, y compris les forces de l'ordre et la protection sociale, étaient en déliquescence. Toutefois, après la crise, les autorités ont pris des mesures de grande ampleur pour réduire les pires formes de travail des enfants. Ces mesures comprenaient : la ratification du Protocole facultatif concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés et de celui concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants ; le renforcement de la liste d'activités dangereuses interdites aux enfants ; et la création d'un nouveau Comité national de surveillance des actions de lutte contre le travail des enfants ainsi que d'un nouveau comité interministériel de lutte contre ce phénomène. Le 28 mars 2012, la Côte d'Ivoire a également instauré un nouveau plan national actualisé qui vise à réprimer la traite, l'exploitation et le travail des enfants. En dépit de ces progrès, la Côte d'Ivoire n'a toujours pas institué le principe de l'instruction obligatoire. Les programmes sociaux sont insuffisants et l'application des lois demeure inégale. Tout au long de la période concernée par le présent rapport, des enfants ont continué à travailler dans des conditions dangereuses dans le secteur agricole. Ces travaux ont concerné principalement les plantations de cacao, parfois dans des situations de travail forcé.

**Au vu de ces conclusions, les mesures suivantes permettraient de progresser sur la voie de l'élimination des pires formes de travail des enfants en Côte d'Ivoire :**

Domaine	Mesures proposées	Année(s) pour laquelle/lesquelles la/les mesure(s) est/sont recommandée(s)
Lois et règlements	Rendre l'instruction obligatoire et établir un âge de la scolarité obligatoire qui soit compatible avec l'âge légal de travail des jeunes.	2009, 2010, 2011
	Veiller à ce que le Code du travail étende aux enfants travaillant pour leur compte les mécanismes de protection existants.	2011
Coordination et mise en application	Affecter des moyens suffisants pour que des inspections puissent être effectuées dans les secteurs où les pires formes de travail des enfants sont répandues et veiller à l'application des lois pertinentes.	2009, 2010, 2011
	Collecter de façon systématique les données sur les accidents du travail d'enfants, les poursuites en justice ainsi que l'aiguillage, vers des services de réadaptation, des enfants soustraits aux pires formes de travail et diffuser ces données.	2010, 2011

Domaine	Mesures proposées	Année(s) pour laquelle/lesquelles la/les mesure(s) est/sont recommandée(s)
Coordination et mise en application	Lancer et amplifier le projet SSTE.	2011
Politiques	Affecter des financements suffisants et étendre les activités permettant l'application efficace des Plans d'action nationaux pour lutter contre les pires formes de travail des enfants.	2009, 2010, 2011
Programmes sociaux	Piloter et amplifier les initiatives visant à s'attaquer aux pires formes de travail des enfants dans l'exploitation sexuelle commerciale, le travail domestique et les mines.	2010, 2011
	Veiller à ce que les enfants qui ont été utilisés par les forces armées au cours de la crise et les enfants des rues bénéficient de programmes pertinents de réadaptation.	2011
	Mettre en œuvre une campagne nationale d'enregistrement des naissances de façon à éliminer l'obstacle à la scolarisation que pose l'absence d'un acte de naissance et collaborer avec les établissements scolaires pour mettre un terme aux frais de scolarité, surtout ceux liés au paiement des salaires des enseignants.	2011
	Amplifier et renforcer tous les programmes liés aux pires formes de travail des enfants en : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Élaborant des modèles durables à long terme de suivi de travail des enfants et de soutien.</li> <li>• Augmentant : les programmes sociaux, éducatifs et visant à créer des moyens de subsistance ; la formation des agriculteurs ; et l'amélioration de l'infrastructure (par ex., des établissements scolaires).</li> <li>• Suivant de près les interventions mises en œuvre dans le cadre de projets et en diffusant les informations afférentes au grand public.</li> <li>• Reproduisant et amplifiant, dans toutes les zones de culture du cacao, les interventions de lutte contre l'exploitation des enfants par le travail qui ont été couronnées de succès.</li> </ul>	2009, 2010, 2011